



Décidément, loin d'apaiser une atmosphère de fin de règne très tendue -pour ne pas dire plus-, voilà qu'au lieu de faire montre d'humilité et proposer des solutions, le filoha élu démocratiquement (il tient vraiment à cette phrase), se prend pour Recep Tayyip *Erdogan*, jette de l'huile sur le feu et menace tout le monde, particulièrement les journalistes. Hou là là, on tremble.

Rappel. Depuis le coup d'État manqué du 15 juillet 2016 en Turquie, la répression menée par Recep Tayyip Erdogan n'épargne personne. « *Elle masque pourtant mal la faiblesse réelle de son pouvoir* » , selon le journal « *Le Monde* ». Ainsi, 140.000 fonctionnaires ont déjà été limogés et 44.000 jetés en prison. Le 24 décembre 2017, Erdogan publie un nouveau décret annonçant la mise à pied de 2 756 fonctionnaires supplémentaires, dont 637 militaires et 105 universitaires. Pire encore : le gouvernement s'apprêtait à faire adopter un projet de loi assurant l'immunité aux civils engagés contre les putschistes. En fait, cette purge a visé et vise encore Fethullah Gülen, Imam septuagénaire réfugié en Pennsylvanie, aux États-Unis, fondateur de la puissante confrérie islamiste du même nom. (in « *Le Monde* » du 26 décembre 2017). En janvier, 2018, Erdogan déclare que « *les purges engagées à la suite du coup d'État avorté de juillet 2016 en Turquie n'étaient pas finies, et que la Turquie allait condamner autant de personnes qu'il sera nécessaire de condamner* ».

Fethullah Gülen a toujours été considéré comme un « *mouvement terroriste* » par Erdogan qui, comme par hasard, avait fait une visite-éclair à Madagascar, les 24 et 25 janvier 2017. En réalité, est considéré comme terroriste celui qui s'oppose à lui, qui qu'il soit. Et, contre de beaux billets de 100 dollars américains destinés -c'est clair comme l'eau de roche- aux tenants du pouvoir actuel à Madagascar, Erdogan a réussi à y faire fermer certaines écoles considérées alors par l'ambassadeur Volkan Türk Vural comme affiliées à Fethullah Gülen. Et boum, champion du monde du copié-collé toutes catégories, voilà que le Hery vaovao parle, à son tour

de « coup d'état » (« fanongam-panjakana ») :

«

(...)

*A Madagascar, nous respectons et vivons la démocratie, toutefois,
la tournure des événements de ce samedi*

(Ndlr : 21 avril 2018)

est tout à fait caractéristique d'un coup d'état

»

. Voilà donc, pour lui, en ce dimanche 22 avril 2018, les mots magiques pour justifier une répression aveugle et sans bornes espérée et appliquée par certains membres de ses forces du désordre. Or, il y a de cela plusieurs mois, qui semble être devenue une éternité, voici ce que ce Hery non Dogan avait déclaré :

« *Nous devons tenter l'impossible, chaque semaine, chaque jour, chaque minute. **Je sais que vous n'accepterez aucune hypocrisie, aucune lâcheté, aucun calcul dans l'exercice du pouvoir que vous m'avez confié***

. Vous attendez de moi le respect de mes engagements. Je sais l'importance symbolique de la parole présidentielle »

.

Ce n'est pas moi, journaliste depuis 1984, qui ai prononcé tout ça. Et, à présent, vous avez le toupet de me menacer « *particulièrement* », moi et aussi mes consœurs et confrères !? Purée de pommes de terre ! Mais qui ne respecte pas la parole donnée ? Vous faites des va-et-vient sans cesse à l'extérieur sans rendre compte au peuple qui vous a élu et vous osez menacer tout le monde ? Qui paie vos 10 millions ariary de salaire brut ? Même pas de quoi acheter les ¾ d'une Mercedes blindée dans laquelle vous vous pavanez. D'où vient le fric de vos lubies alors ? L'opinion a le droit de savoir cela et le journaliste a le devoir de faire des enquêtes pour le savoir et le faire savoir au monde.



Antananarivo, matin de ce 23 avril 2018. Quand le patriotisme n'a pas d'âge. Voilà donc une "ennemie", une "mpanongam-panjaka" du président Hery Rajaonarimampianina? Qu'il faut éliminer à tout prix?

Et qu'est-ce que vous avez chanté via une déclaration diffusée sur facebook et non en direct sur les médias publics Rnm et Tvm (un mépris complet pour les « *millions de nos compatriotes qui n'aspirent qu'au progrès et à la paix* » qui n'ont pas accès Internet) ?

« (...) Je voudrais aussi m'adresser aux journalistes en particulier : ayez toujours conscience de votre rôle en matière d'éducation et d'information.

Ne vous laissez pas instrumentaliser par les tenants des menées subversives, ou, pire, devenir des incitateurs au non-respect des lois et à la rébellion

. Ayez toujours à l'esprit la noble mission d'éducateurs qui est la vôtre. Nous devons tous reconnaître qu'un coup d'état ne sera jamais la solution pour l'avenir de notre pays »

Politique

EXTRA

Liste des personnes sanctionnées

vendredi 19 mars 2010

Ci-après la liste des personnes sanctionnées par l'Union Africaine. Résolution complète du Co Paix et de Sécurité en pièce jointe à la suite de cette liste.

- 6- Mme Lantsoa Razafimahaleo, Conseiller spécial
- 7- Mme Hantanirina Ramakavelo, Conseiller spécial
- 8- M. Harry Rolly Mercia Rahajason, Conseiller spécial
- 9- Lt. Col. Fidimalala Rafaliarison Rafaliarison, Aide de camp
- 10- Colonel Claude Razafimahatratra, Directeur de la Sécurité Présidentielle
- 12- Noelson William, Ministre de la Fonction Publique, du travail et des Lois sociales
- 13- Athanase Tongavelo, Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
- 14- Irène Victoire Andréas, Ministre du tourisme et de l'artisanat
- 15- Colonel Claude Ravelomanana, Secrétaire d'Etat chargé de la Gendarmerie
- 16- Hery Rajaonarimampianina, Ministre des finances et du budget
- 17- Christine Razanamahaso, , Ministre de la justice
- 18- Remy Sylvain Organès Rakotomihantarizaka, Ministre de la sécurité intérieure
- 19- Julien Razafimanazato, Ministre de l'Education Nationale

